

Tax Updates

Actualités Fiscales

West and Central Africa
French Speaking Countries

Côte d'Ivoire
Senegal
Cameroun
Benin
Burkina Faso
Mali

Mauritania
Niger
Togo
Democratic Republic Of Congo
Congo
Tchad

July 2022



Edito



Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com



Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

L'année 2022 représente pour l'économie mondiale une année de transition et de récession économique à la suite de la crise sanitaire du Covid-19 et dans le contexte de la crise en Ukraine. La majeure partie des Etats ont dû mettre en œuvre ces deux dernières de fortes mesures d'accompagnement à destination des populations, accompagnées de mesures de rationalisation des dépenses de l'Etat.

Grant Thornton vous propose de passer en revue les mesures fiscales clés intervenues dans certains états de l'Afrique de l'Ouest au cours du 1^{er} semestre de l'Année 2022.

Nos équipes en région demeurent disponibles pour vous assister dans la compréhension ou l'implémentation de ces mesures dans vos activités.

The year 2022 represents a year of transition and economic recession for the world economy following the Covid-19 health crisis and in the context of the crisis in Ukraine. Most of the States have had to implement strong support measures for the population, accompanied by measures to rationalize State expenditures.

Grant Thornton proposes to review some of the key tax measures that have been implemented in some West African countries during the first half of 2022.

Our regional teams remain available to assist you in understanding or implementing these measures in your activities.

Contents

To receive the next edition of the regional newsletter, register by scanning the QR Code.

Pour recevoir les prochaines éditions de la Newsletter Régionale, enregistrez vous en scannant le QR Code.



Section	Page
Regional News	4
Côte d'Ivoire	7
Senegal	13
Cameroun	16
Benin	22
Burkina Faso	25
Mali	28
Mauritania	30
Niger	33
Togo	36
Democratic Republic of Congo	39
Congo	44
Tchad	47
About Grant Thornton	53
Grant Thornton Africa Desk	54
Contacts	55



Cap-Vert

ECOWAS News

Mauritanie

Mali

Niger

Gambie
Guinée-Bissau

Guinée

Burkina
Faso

Bénin

Nigeria

Sierra Léone

Côte d'Ivoire

Ghana

Togo

Libéria

Golfe de
Guinée



Key Contacts

**Grant Thornton Tax & Legal
Côte d'Ivoire**

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.grantthornton.ci

L'année fiscale 2022 a débuté au sein de la CEDEAO par la prise d'effet des dispositions de l'Acte additionnel A/SA, 5/12/18 portant adoption des règles communautaires pour l'élimination de la double imposition en matière d'impôts sur les revenus, les capitaux et les successions et la prévention de la fraude et de l'évasion fiscale entre les états membres de la CEDEAO.

Publiées au journal officiel de la CEDEAO Volume 1 No.1 et applicables depuis le mois de Janvier 2022, les dispositions de l'acte additionnel s'appliquent aux transactions commerciales et financières intervenues entre les pays membres de la CEDEAO.

Les principaux taux applicables sont présentés ci-après :

Nature du revenu	Taux de la retenue à la source
Dividendes	10%
Intérêts	10%
Redevances	10%
Frais de Service Technique	5%

The 2022 tax year began within ECOWAS with the coming into effect of the provisions of the Additional Act A/SA, 5/12/18 adopting Community rules for the elimination of double taxation on income, capital and succession and the prevention of fiscal evasion and avoidance between ECOWAS member states.

Published in the ECOWAS Official Gazette Volume 1 No.1 and in force since January 2022, the provisions of the additional act apply to commercial and financial transactions between ECOWAS member countries.

The main applicable rates are as follows :

Type of income	Rate of the Withholding
Dividend	10%
Interest	10%
Royalties	10%
Technical service fees	5%

ECOWAS News



Rappel : Les pays membres de la CEDEAO sont :

- Bénin,
- Burkina Faso,
- Côte d'Ivoire,
- Gambie,
- Ghana,
- Guinée,
- Guinée-Bissau,
- Liberia,
- Mali,
- Niger,
- Nigeria,
- Sénégal,
- Sierra Leone
- Togo
- Le Cap Vert

Reminder : The ECOWAS member countries are :

- Bénin,
- Burkina Faso,
- Côte d'Ivoire,
- Gambie,
- Ghana,
- Guinée,
- Guinée-Bissau,
- Liberia,
- Mali,
- Niger,
- Nigeria,
- Sénégal,
- Sierra Leone
- Togo
- Cabo Verde



Côte d'Ivoire

Côte d'Ivoire



Key Contacts

Grant Thornton Tax & Legal Côte d'Ivoire

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.grantthornton.ci

L'année fiscale 2022 a débuté en Côte d'Ivoire par l'entrée en vigueur de la Loi N°2021-899 du 21 Décembre 2021 portant Budget de l'Etat pour l'Année 2022.

Elaborée dans un objectif de consolider la relance de l'économie, l'annexe fiscale comporte 25 articles.

Parmi les mesures importantes de cette loi, nous pouvons compter :

- L'assujettissement à la TVA des plateformes de ventes en lignes et de services numériques non établies en Côte d'Ivoire. Désormais, les commissions perçues par les opérateurs sont imposables en Côte d'Ivoire dès lors que l'exploitant de la plateforme numérisé, le vendeur du bien ou l'acheteur, le fournisseur de la prestation ou l'utilisateur se trouvent sur le territoire ivoirien au moment de la vente du bien ou de l'exécution du service en ligne.

Une procédure simplifiée d'immatriculation fiscale a été introduit afin que ces plateformes puissent s'immatriculer. Elles ont obligation de souscrire au plus tard le 15 de chaque mois une déclaration qui indique le chiffre d'affaires réalisé en Côte d'Ivoire, le taux et le montant de la taxe due.

The 2022 fiscal year began in Côte d'Ivoire with the entry into force of Law No. 2021-899 of December 21, 2021, on the State Budget for the year 2022.

Developed with the objective of consolidating the recovery of the economy, the Tax Act includes 25 articles.

Among the important measures of this law, we have:

- The subjection to VAT of online sales platforms and digital services not established in Côte d'Ivoire. Henceforth, the commissions perceived by the operators are taxable in Côte d'Ivoire as soon as the operator of the digital platform, the salesman of the good or the purchaser, the supplier of the service or the user are on the Ivorian territory at the time of the sale of the good or the execution of the online service.

A simplified tax registration procedure has been introduced so that these platforms can register. They are required to submit a declaration by the 15th of each month indicating the turnover in Côte d'Ivoire, the rate, and the amount of tax due.

Côte d'Ivoire



- L'institution d'une nouvelle possibilité d'exigibilité des retenues au titre de l'impôt sur les bénéficiaires et de la TVA sur les sommes versées aux sociétés appartenant au même groupe, dès lors que les sommes figurent en comptabilité après une période de deux (2) ans sans paiement de la prestation.
- L'obligation de faire figurer désormais sur l'état des transactions internationales intragroupe, les charges comptabilisées et non pas les montants payés uniquement ainsi qu'une description de la méthode de détermination des prix de transfert employée par le contribuable pour la valorisation des transactions concernées.
- Regarding the sums paid to foreign companies belonging to the same group for services, VAT and Withholding Tax are also due as soon as the sums appear in accountancy after a period of two (2) years without payment of the service.
- The obligation to disclose in the statement of international intra-group transactions, the expenses recorded and not only the amounts paid, as well as a description of the transfer pricing method used by the taxpayer to value the transactions concerned.

La transposition en droit interne des dispositions de la Directive n°02/2011/CM/UEMOA du 24 Juin 2011 portant harmonisation de la fiscalité applicable aux entreprises d'investissement à capital fixe au sein de l'UEMOA.

Sont considérées comme entreprises d'investissement à capital fixe, les entreprises qui font profession habituelle de concourir, sur ressources propres ou assimilées, au renforcement des fonds propres et assimilés d'autres entreprises et qui ont obtenu une autorisation d'exercer auprès des autorités compétentes.

Les fonds propres et assimilés s'entendent du capital, des réserves, des subventions d'investissement et des provisions réglementées et fonds assimilés.

The transposition into domestic law of the provisions of Directive No. 02/2011/CM/UEMOA of 24 June 2011 on the harmonization of taxation applicable to fixed capital investment companies within the WAEMU.

Are considered as fixed capital investment companies, the companies which usually contribute, with their own resources or similar, to the reinforcement of the equity capital and similar of other companies and which have obtained a license to operate from the competent authorities.

Own resources and similar means capital, reserves, investment subsidies and regulated provisions and similar funds.

Côte d'Ivoire



Les entreprises d'investissement à capital fixe comprennent, de manière limitative :

- les établissements financiers de capital-risque ;
- les sociétés de capital-risque ;
- les établissements financiers d'investissement en fonds propres ;
- les sociétés d'investissement en fonds propres.

Toute entreprise d'investissement à capital fixe doit, à tout moment, avoir un minimum de 50% de la valeur nette du portefeuille global composé d'actions de sociétés non cotées en bourse.

Les entreprises qui remplissent les conditions ci-dessus énumérées peuvent bénéficier d'une exonération de 15 ans en matière d'impôt sur les bénéfices et de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières ainsi qu'une exonération des droits d'enregistrement sur certains actes.

- Des ajustements de la fiscalité applicables aux petites et moyennes entreprises (Entreprises réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 200 000 000 XOF i.e. 304 800€). Le taux de l'impôt forfaitaire applicable aux entreprises réalisant un chiffre d'affaires compris entre 50 000 000 XOF (76 200€) et 200 000 000 XOF (304 800€) est réduit d'1 point à 6%.

Un taux préférentiel de 4% est applicable pour les contribuables relevant des centres de gestion agréés par l'Etat et ceux suivit par un expert-comptable signataire d'une convention avec l'Etat.

Own resources and similar means capital, reserves, investment subsidies and regulated provisions and similar funds.

Closed-end investment companies include, by way of limitation:

- venture capital financial institutions.
- venture capital companies
- equity capital financial institutions.
- equity capital investment companies

Any fixed capital investment company must have a minimum of 50% of the net value of the overall portfolio composed of shares of unlisted companies.

Companies that meet the above conditions are eligible for a 15-year exemption from corporate income tax and dividend tax as well as an exemption from registration fees on certain deeds.

- Tax adjustments applicable to small and medium-sized companies (companies with a turnover of less than XOF 200,000,000 (304,800€)). The flat tax rate applicable to companies with a turnover between XOF 50,000,000 (€76,200) and XOF 200,000,000 (€304,800) is reduced by 1 point to 6%.

A preferential rate of 4% is applicable for taxpayers belonging to management centers approved by the State and those followed by a chartered accountant signing an agreement with the State.

Côte d'Ivoire



En dehors des dispositions de cette loi, diverses notes de services administratives ont clarifié les hésitations et points pouvant être sources de confusions pour les contribuables. On compte entre autres :

- En matière d'Impôt sur les Salaires, la note de service n°01221/MBPE/DGI/DLCD/04-2022 du 12 Avril 2022 a précisé le traitement fiscal des charges mixtes. Par "charges mixtes", il convient d'entendre, les montants ou moyens mis à la disposition des salariés par les employeurs servant à la fois à l'exploitation de leurs activités et qui constituent aussi des éléments des salaires pour les bénéficiaires, lorsqu'ils sont utilisés partiellement par ceux-ci à des fins privatives. La note précise qu'en ce qui concerne les charges mixtes, la fraction des charges utilisées à des fins privatives par le salarié doit être soumise aux ITS. En l'absence d'estimation précise visant à distinguer les éléments privatifs des éléments professionnels, le tiers du montant total devra être soumis aux ITS.
- En matière de taxe sur la publicité, la note de service n°01492/MBPE/GDI/DLCD/04-2022 en date du 04 mai 2022 précise que la taxe sur la publicité est assise sur le montant hors taxe du message publicitaire et non sur le montant toutes taxes comprises.
- En matière de TVA, la note de service n° 01136/MBPE/DGI/DLCD en date du 6 Avril 2022 apporte des précisions quant aux modalités de déclaration et de paiement de la TVA par le biais des chèques spéciaux du trésor. Le chèque spécial du trésor est un outil servant au paiement différé de la TVA et des droits de douanes dus par l'Etat en lieu et place d'une exonération de TVA. Ce mécanisme s'applique uniquement aux contrats financés totalement ou partiellement par l'Etat Ivoirien.

In addition to the provisions of this law, various administrative notes have clarified hesitations and points that may be sources of confusion for taxpayers. Among others:

- Regarding the Tax on wages, the administrative note No. 01221/MBPE/DGI/DLCD/04-2022 of April 12, 2022, has specified the tax treatment of mixed expenses. The term "mixed expenses" refers to the amounts or means made available to employees by employers which are used both for the operation of their activities and which also constitute elements of salaries for the beneficiaries when they are partially used by them for private purposes. The note specifies that, with respect to mixed expenses, the portion of the expenses used for private purposes by the employee must be subject to tax on wages. In the absence of a precise estimate to distinguish between private and professional elements, one third of the total amount should be subject to tax on wages.
- Regarding the tax on advertising, the administrative note No. 01492/MBPE/GDI/DLCD/04-2022 dated May 4, 2022, specifies that the tax basis is the amount excluding tax of the advertising message.
- Regarding VAT, the administrative note No. 01136/MBPE/DGI/DLCD of April 6, 2022, specifies the modalities of declaration and payment of VAT by special Treasury checks. Special treasury checks is a mechanism for deferred payment of VAT and/or customs duties set up instead of exemption from VAT on contracts totally or partially financed by the Ivorian Government.

Côte d'Ivoire



Ainsi, la TVA grevant la part de l'Etat dans ces projets est payé par voie de chèques spéciaux du trésor.

- En ce qui concerne les droits de timbre, la note administrative n°. 01837/MBPE/DGI/DLCD-SDL/tc/05-2022 précise que les conventions de trésorerie conclues entre une société mère et sa fille sont soumises à un droit de timbre proportionnel de 1%. Les avances sur factures d'exportation accordées par une société mère à sa fille sont soumises au même droit proportionnel de 1%, lorsqu'elles sont effectuées dans le cadre d'une convention de trésorerie.
- En ce qui concerne l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la note administrative n°01696/MBPE/DGI/DLCD/SDL/ski/05-2022 précise que pour la détermination de l'ajustement de fin d'année, le montant cumulé des impôts professionnels à prendre en compte pour la comparaison avec l'impôt sur les microentreprises est composé de l'impôt sur les sociétés et de la contribution des patentes.

Thus, the VAT burdening the portion of the State in these projects, is paid by way of special checks from the treasury

- Regarding stamp duty, the administrative note no. 01837/MBPE/DGI/DLCD-SDL/tc/05-2022 specifies that cash flow agreements concluded between a parent company and its daughter are subject to a proportional stamp duty of 1%. Advanced payment on export invoices granted by a parent company to its daughter are subject to the same proportional duty of 1%, when they are made within the framework of a treasury agreement.
- Regarding Corporate Income Tax, the administrative note no. 01696/MBPE/DGI/DLCD/SDL/ski/05-2022 specifies that for the determination of the end-of-year adjustment, the cumulative amount of professional taxes to be considered for the comparison with the microenterprise tax is composed of Corporate Income Tax and Business License Tax

Senegal



Senegal



Key Contacts

Grant Thornton Senegal

Mansour GAYE
Managing Partner
mansour.gaye@sn.gt.com

Talla Ndiaye
Manager
talla.ndiaye@sn.gt.com

Immeuble Clairafrique 6^e
Etage
Rue Malenfont
BP 7642 Dakar, Medina
T +221 33 889 70 70
F +221 33 821 10 70

www.grantthornton.sn

L'année fiscale 2022 a débuté au Sénégal par l'entrée en vigueur de la Loi N°2021-42 du 20 Décembre 2021 portant loi de finances pour l'Année 2022.

Elaborée dans un objectif de consolider la relance de l'économie, la loi de finances comporte 24 articles.

Au titre des aménagements du Code Général des Impôts, on compte notamment :

- La prorogation du bénéfice du statut de l'entreprise franche d'exportation jusqu'au 31 Décembre 2024.

Pour rappel, le statut de l'entreprise Franche d'exportation est accordé aux entreprises industrielles, agricoles ou de télé-services installées sur le territoire douanier sénégalais et qui destinent la totalité de leur production de biens ou services à l'exportation.

Les entreprises franches d'exportation sont exonérées de l'impôt sur les valeurs mobilières au titre des dividendes versés ; de tout impôt sur salaire à la charge de l'employeur, de tous les droits d'enregistrement et de timbre ; de la contribution des patentes, des contributions foncières. Elles sont soumises à la perception d'un impôt forfaitaire de 15%.

La livraison de lait pasteurisé, opération exonérée de TVA, ouvre désormais droit à déductions

The 2022 fiscal year began in Senegal with the entry into force of Law No. 2021-42 of 20 December 2021 on the Finance Act for the year 2022.

Developed with the objective of consolidating the recovery of the economy, the finance law contains 24 articles.

Among the changes to the Tax Code, we can note:

- The extension of the benefit of the status of the straightforward export enterprise until December 31, 2024.

As a reminder, the status of the straightforward export enterprise is granted to industrial, agricultural or tele-services companies established in the Senegalese customs territory, and which intend the totality of their production of goods or services for export.

Those companies are exempt from dividend tax on dividends paid, from all payroll taxes payable by the employer, from all registration and stamp duties, from the contribution of patents, and from property taxes. They are subjected to the collection of a flat tax of 15%.

The supply of pasteurized milk is now exempted from VAT. However, this operation is eligible for deduction

Senegal



- Les tissus acquis par un assujettis soumis à un régime réel d'imposition et destinés à la confection de vêtements au Sénégal sont désormais exonérés de taxe sur les produits textiles
- Les huiles brutes destinées à être raffinées au Sénégal sont désormais exonérées de la taxe spécifique sur les corps gras alimentaires

Outre cette loi, l'Arrêté no. 004130 du 4 Mars 2022 a fixé la liste des organismes pouvant bénéficier de dons déductibles de l'assiette des impôts sur les revenus ; Cette liste de 11 organismes compte entre autres la fondation « Servir le Sénégal », l'association « SOS Village d'Enfants » ; la Fondation Nationale d'Action Sociale du Sénégal (FNASS).

- Textiles acquired by a taxable person subject to a real taxation system and intended for the manufacture of clothing in Senegal are now exempt from tax on textile products
- Raw oils intended to be refined in Senegal are now exempt from the specific tax on food fats
- In addition to this law, Order No. 004130 of March 4, 2022, has established the list of organizations that can benefit from tax-deductible donations. This list of 11 organizations includes, among others, the "Servir le Senegal" foundation, the "SOS Children's Village" association, and the National Foundation for Social Action of Senegal (FNASS).



Cameroun

Cameroun



Key Contacts

Grant Thornton Tax & Legal Cameroun

Jacques BAKELAK
Managing Partner
jacques.bakelak@cm.gt.com

Jean-Patrick BAHOUMBEKIN
Assistant Manager –
International Tax
[jean-
patrick.bahoumbekin@cm.gt.com](mailto:jean-patrick.bahoumbekin@cm.gt.com)
43 Rue Lottin Same,
Boulevard de la Liberté
T +237 655 24 27 83

www.grantthornton.cm

L'année fiscale 2022 a débuté au Cameroun par l'entrée en vigueur de la loi N°2021/026 du 16 Décembre 2021 portant Loi de Finances pour l'exercice 2022. L'entrée en vigueur de cette loi intervient dans un contexte marqué au plan national par la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) et le plan de riposte contre le Coronavirus et ses répercussions économiques et sociale.

Au titre des mesures nouvelles,

- Toute entreprise qui, en plus de son activité principale, réalise à titre accessoire, une autre activité susceptible de faire l'objet d'une exploitation indépendante à l'instar du transport par une entreprise industrielle de ses produits en vue de leur distribution, est astreinte à la tenue de comptabilités séparées ressortant le résultat de chacune des activités.
- En matière d'Impôt sur les sociétés, des taux d'amortissement spécifiques à certains secteurs d'activités peuvent être définis par voie réglementaire.

The 2022 fiscal year began in Cameroon with the entry into force of Law No. 2021/026 of December 16, 2021 on the Finance Law for the 2022 fiscal year. The entry into force of this law comes in a context marked by the continued implementation of the National Development Strategy 2020-2030 and the response plan against the Coronavirus and its economic and social impact.

Under the new measures,

- Any company which, in addition to its main activity, carries out another activity which may be the subject of an independent operation, such as the transport by an industrial company of its products for distribution, is required to keep separate accounts showing the results of each of these activities.
- For corporate income tax purposes, specific depreciation rates for certain sectors of activity may be defined by regulation.

Cameroun



- Les organisations à but non lucratif et assimilées ne sont désormais plus exonérées de l'impôt sur les sociétés. Un régime d'imposition spécifique a été mis en place pour ces contribuables.
- Relève du régime des organismes à but non lucratif, toute entité dotée de la personnalité juridique ou non, publique, privée ou confessionnelle, y compris les fondations, qui n'a pas pour but la recherche de bénéfices aux fins de distribution entre ses membres et dont l'activité n'est pas en concurrence avec celles réalisées par les entités à but lucratif. Ces organismes sont exonérés de la contribution des patentes, de l'impôt sur les sociétés (à l'exception de l'impôt sur le revenu) et de la taxe sur la propriété foncière. Ils demeurent passibles de la TVA sur les biens et services acquis dans le cadre de leur fonctionnement ; des droits d'enregistrement et de timbre ; de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers sur leurs placements ; des retenues d'impôts et taxes pour lesquels ils sont redevables légaux.
- En application des nouvelles dispositions, les organismes à but non lucratif sont redevables de l'impôt sur le revenu à un taux préférentiel 15%, majoré de 10% au titre des centimes additionnels communaux, sur la quote-part des activités commerciales des organismes à but non lucratif. Un acompte trimestriel de 1% du chiffre d'affaires des activités commerciales des organismes à but non lucratif est reversé mensuellement auprès de leur centre des impôts de rattachement. Ledit acompte est majoré de 10% au titre des centimes additionnels communaux et constitue le minimum de perception.
- Non-profit organizations and similar entities are no longer exempt from corporate income tax. A specific tax regime has been set up for these taxpayers.
- The regime of non-profit organizations covers any entity with or without legal personality, public, private or religious, including foundations, whose purpose is not to seek profits for distribution among its members and whose activity is not in competition with those carried out by profit-making entities. These organizations are exempted from business tax, corporate tax (except income tax) and real estate tax. They remain liable for VAT on goods and services acquired in the course of their operations; registration and stamp duties; income tax on investments; withholding taxes for which they are legally liable.
- Under the new provisions, non-profit organizations are liable for income tax at a preferential rate of 15%, plus 10% for additional municipal taxes, on the share of the commercial activities of non-profit organizations. A quarterly deposit of 1% of the turnover of the commercial activities of the non-profit organizations is paid monthly to their tax center of affiliation. This advance payment is increased by 10% for the additional communal centimes and constitutes the minimum collection amount.

Cameroun



- Désormais, une société absorbée peut, dans le cadre des opérations de fusion absorption, transférer à la société absorbante les crédits de la Taxe sur la Valeur Ajoutée validés en attente de remboursement dont elle dispose, à la date où elle cesse juridiquement d'exister.
- Dans une correspondance adressée le 4 janvier 2022 à certains opérateurs du secteur de transfert d'argent par voie électronique, l'Administration fiscale leur rappelle l'obligation de collecter la taxe, en précisant que, ladite taxe n'est pas applicable aux transferts effectués pour paiement des impôts et taxes et autres virements bancaires. De même, les dépôts en espèces dans les portefeuilles électroniques sont hors de son champ d'application. La correspondance susmentionnée précise également que pour atténuer l'incidence socio-économique de la Taxe, les frais d'envoi et de retrait facturés ne sont pas compris dans la base de calcul de cette taxe.
- Certains produits (miel naturel, pommes de terre, fruits comestibles, thés) sont désormais assujettis à un droit d'accises à l'importation de 25%. Certains produits (viandes d'espèces bovines, caprine, ovine et de volaille ainsi que le beurre de cacao) sont désormais assujettis à un droit d'accises à l'importation de 12,5%.
- En matière d'Imposition des revenus fonciers, les contribuables dont les revenus fonciers ne sont pas soumis à la retenue à la source sont dispensé de tout paiement au titre desdits revenus en fin d'exercice. Ces contribuables doivent procéder à la déclaration de l'Impôt sur les Revenus fonciers au taux libératoire de 10% majoré des centimes additionnels communaux. Ils demeurent cependant soumis à l'obligation de déclaration récapitulative annuelle des revenus
- From now on, an absorbed company may, within the framework of merger operations, transfer to the absorbing company the validated Value Added Tax credits pending reimbursement which it has at its disposal, on the date on which it legally ceases to exist.
- Under the new provisions, non-profit organizations are liable for income tax at a preferential rate of 15%, plus 10% for additional municipal taxes, on the share of the commercial activities of non-profit organizations. A quarterly deposit of 1% of the turnover of the commercial activities of the non-profit organizations is paid monthly to their tax center of affiliation. This advance payment is increased by 10% for the additional communal centimes and constitutes the minimum collection amount.
- Henceforth, an absorbed company may, within the framework of merger operations, transfer to the absorbing company the validated Value Added Tax credits pending reimbursement which it has at its disposal, on the date on which it legally ceases to exist.
- In terms of taxation of property income, taxpayers whose property income is not subject to withholding tax are exempted from any payment of such income at the end of the year. These taxpayers must declare the Tax on Real Estate Income at the flat rate of 10% plus additional municipal cents. However, they are still subject to the obligation to file an annual income tax return.

Cameroun



- Désormais, sont exonérés de la Taxe Spéciale sur les Revenus en phase de recherche et de développement, les titulaires de contrats pétroliers et leurs sous-traitants pour les rémunérations sur l'assistance, la location d'équipements, du matériel et toutes autres prestations de services qui leur sont rendues au titre des opérations pétrolières par des prestataires étrangers, à condition que ces derniers :
 - ne disposent pas d'un établissement stable au Cameroun ;
 - fournissent lesdites prestations à prix coûtant.
- Les taux de la taxe spéciale sur le revenu ont été réaménagés comme suit :
 - Réduction du nombre de taux de TSR de 4 à 3 (15%, 10% et 3%) ;
 - Suppression du taux super réduit de 2%
 - Allègement du taux réduit de 5% à 3%.
- En matière de droits d'enregistrement, toute convention ayant pour effet de permettre à une entité d'exercer une activité menée par un précédent titulaire, même lorsque ladite convention conclue avec ce dernier ou ses ayants cause ne s'accompagne pas d'une cession de clientèle ainsi que les cessions massives de titres sociaux lorsqu'elles n'empportent pas transfert du fonds de commerce sont soumises à un taux élevé de 5% ;
- From now on, holders of oil contracts and their subcontractors are exempt from the Special Tax on Income during the research and development phase for remuneration of assistance, equipment rental, materials and all other services rendered to them in connection with oil operations by foreign service providers, provided that the latter :
 - do not have a permanent establishment in Cameroon;
 - provide such services at cost price.
- The special income tax rates have been rearranged as follows:
 - Reduction of the number of Special income Tax rates from 4 to 3 (15%, 10% and 3%);
 - Elimination of the super reduced rate of 2%.
 - Reduction of the reduced rate from 5% to 3%.
- In terms of registration fees, any agreement having the effect of allowing an entity to carry out an activity carried out by a previous holder, even when the said agreement concluded with the latter or his successors is not accompanied by a transfer of clientele, as well as large-scale transfers of company shares when they do not entail the transfer of the business, are subject to a high rate of 5%;

Cameroun



- En matière de procédures fiscales, des précisions sont apportées sur les qualités du conseil habilité à assister le contribuable lors d'un contrôle fiscal. En effet, le contribuable a la possibilité de se faire assister par un conseil fiscal agréé CEMAC et inscrit au tableau de l'ordre ou un Centre de Gestion Agréé de son choix.
- Par ailleurs, il convient de noter que les dispositions du Code des Douanes de la CEMAC, révisé par le règlement N°05/19-UEAC-010A-CM-33 du 8 Avril 2019 sont entrées en vigueur au Cameroun depuis le 1^{er} Janvier 2022.
- Regarding tax procedures, the qualities of the counsel authorized to assist the taxpayer during a tax audit have been explained. Indeed, the taxpayer has the possibility to be assisted by a CEMAC-approved tax advisor registered with the Order or an Approved Management Center of his choice.
- Furthermore, it should be noted that the provisions of the CEMAC Customs Code, revised by Regulation No. 05/19-UEAC-010A-CM-33 of April 8, 2019, have been in force in Cameroon since January 1, 2022.



Benin

Benin



Key Contacts

**Grant Thornton Tax & Legal
Côte d'Ivoire**

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.grantthornton.ci

L'année fiscale 2022 a débuté au Bénin par l'entrée en vigueur de la Loi N°2021-15 du 20 Décembre 2021 portant Code Général des Impôts de la République du Bénin.

Le Code a été complètement restructuré pour tenir compte des nouvelles innovations et exigences internationales.

Cette restructuration a induit la simplification et la structuration des entreprises en matières d'impôt sur le revenu .

Désormais les entreprises commerciales ou non commerciales réalisant un chiffre d'affaires inférieur à 50 000 000 FCFA (76 200€) sont soumises à la taxe professionnelle synthétique. Afin de limiter les effets pervers liés à la sous-déclaration du chiffre d'affaires par les contribuables pour bénéficier dudit régime, le taux de la taxe passe de 2% à 5%.

En matière d'impôt sur les sociétés, les conditions de déductibilité du bénéfice imposable des intérêts de compte courant d'associé ont été revues. Désormais, sont déductibles :

- Les intérêts versés par une société à ses associés ou à des sociétés membres d'un même groupe, y compris des établissements financiers, dans la limite de ceux calculés au taux directeur de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest majoré de trois (3) points et à la condition que le capital social ait été entièrement libéré.

The 2022 fiscal year began in Benin with the entry into force of Law No.2021-15 of 20 December 2021 on the General Tax Code of the Republic of Benin.

The Code has been completely restructured to consider new innovations and international requirements.

This restructuring has led to the simplification and structuring of companies in terms of income tax.

From now, commercial, or non-commercial companies with a turnover of less than 50,000,000 FCFA (76,200 €) are subject to the synthetic professional tax. To limit the perverse effects of under-declaration of turnover by taxpayers (to benefit from the said system), the rate of the tax is increased from 2% to 5%.

In terms of corporate income tax, the conditions for deducting interest on shareholders' current accounts from taxable income have been revised. From now, the following are deductible:

- Interest paid by a company to its partners or to companies belonging to the same group, including financial institutions, within the limit of those calculated at the key rate of the Central Bank of West African States increased by three (3) points and on condition that the share capital has been fully paid up.

Benin



- Le montant total des intérêts nets déductibles dus annuellement à raison de l'ensemble des dettes contractées par une entreprise, limité à 30% du résultat avant impôt, intérêts, dotations aux amortissements et provisions. La fraction d'intérêts non déductibles immédiatement peut être reportée et déduite au titre des exercices suivants dans le respect de certaines conditions, dans la limite de cinq (5) ans.
- Les intérêts échus sur emprunt sont déductibles si les engagements auxquels ils se rapportent ne sont pas en souffrance, au sens de l'instruction n° 026-11-2016 du 15 novembre 2016 de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest.

En matière de Taxe sur la valeur ajoutée, les opérations de commerce électroniques sont désormais assujetties à ladite taxe.

En matière de Taxe sur les activités financières, une réforme de la taxe a été entreprise en élargissant son assiette aux intérêts versés aux banques étrangères et aux contrats d'assurances (anciennement passible de la Taxe unique sur les contrats d'assurance) . Cette taxe sur les activités financières et assurances est perçue au taux de droit commun de 10%. Cette taxe n'est pas récupérable.

En termes de procédures, le nouveau livre de procédures fiscales encadre les procédures de vérifications et de taxation dans la forme et dans le temps. Les procédures d'évaluation d'office et de rectification d'office sont désormais regroupées sous la dénomination « Taxation d'office ».

Les actes de procédures (avis de vérification, procès-verbal, proposition de rectification) sont soumis à un formalisme particulier (mentions obligatoires à faire figurer sur les actes, formalisation des échanges)

- The total amount of deductible net interest due annually on all debts contracted by a company is limited to 30% of the result before tax, interest, depreciation, and provisions. The fraction of non-deductible interests immediately can be carried forward and deducted for the following fiscal years, within the limit of five (5) years, under certain conditions.
- Interest due on loans is deductible if the commitments to which it relates are not overdue, within the meaning of Instruction No. 026-11-2016 of November 15, 2016, of the Central Bank of West African States.

In terms of Value Added Tax, e-commerce operations are now subject to the said tax.

In terms of the Financial Activities Tax, a reform of the tax has been undertaken by broadening its base to include interest paid to foreign banks and insurance contracts (formerly subject to the Tax on Insurance Contracts). This tax on financial and insurance activities is levied at the common law rate of 10%. This tax is not recoverable.

In terms of procedures, the new book of tax procedures provides a framework for verification and taxation procedures in terms of form and time.

The procedures of ex officio assessment and ex officio rectification are now grouped under the name "ex officio taxation».

The procedural acts (notice of verification, report, rectification proposal) are subject to a particular formalism (compulsory mentions to be included on the acts, formalization of exchanges).

The image features the Independence Monument in Burkina Faso, a tall, white, stylized tower with a green central column and a green dome at the top. The monument is set against a backdrop of a cloudy sky and a dry, reddish-brown landscape. A purple semi-transparent box is overlaid on the left side of the image, containing the text "Burkina Faso".

Burkina Faso

Burkina Faso



Key Contacts

Grant Thornton Tax & Legal Côte d'Ivoire

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.grantthornton.ci

L'année fiscale 2022 a débuté au Burkina Faso par la promulgation par le décret n° 2021-1352/PRES de la loi n° 042-2021-AN du 16 Décembre 2021 portant loi de finances pour l'exécution du budget de l'Etat, Exercice 2022.

Aux titres des innovations de cette loi de Finances 2022, diverses mesures de renforcement de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme au Burkina Faso ont été adoptées.

Ces mesures concernent entre autres les règles liées à la détermination des prix de transferts et la déclaration des bénéficiaires effectifs des sociétés burkinabè.

Désormais, les sociétés établies au Burkina Faso, quelles que soient leur forme et leurs activités, doivent tenir un registre de leurs bénéficiaires effectifs. Par bénéficiaire effectif (ou ayant-droit économique), il convient d'entendre la ou les personnes qui, en dernier lieu possèdent ou contrôlent un client et/ou la personne physique pour le compte de laquelle une opération est effectuée. Entrent également dans la définition de cette notion, les personnes qui exercent, en dernier lieu, un contrôle effectif sur une personne morale. Le registre doit être tenu à jour de toutes les modifications qui interviendront dans la propriété effective de la personne morale et présenté à toute réquisition de l'Administration.

The 2022 fiscal year began in Burkina Faso with the promulgation by Decree No. 2021-1352/PRES of Law No. 042-2021-AN of December 16, 2021, on the Finance Law for the execution of the State budget, Fiscal Year 2022.

Among the innovations of this Finance Act 2022, various measures to strengthen the fight against money laundering and terrorist financing in Burkina Faso have been adopted.

These measures concern, among other things, the rules related to the determination of transfer prices and the declaration of beneficial owners of Burkina Faso companies.

From now, companies established in Burkina Faso, regardless of their form and activities, must keep a register of their beneficial owners. A beneficial owner is defined as the person or persons who ultimately own or control a customer and/or the individual on whose behalf a transaction is carried out. The definition also includes persons who ultimately exercise effective control over a legal person. The register must be kept up to date with all changes in the beneficial ownership of the legal entity and presented to the Administration at any time.

Burkina Faso



En dehors de ce registre, les sociétés sont également tenues de produire, à l'appui de leur déclaration d'existence, une déclaration des bénéficiaires effectifs au moyen d'un formulaire produit par l'administration fiscale. Les sociétés préexistantes et celles créées postérieurement au 1er Janvier 2022 seront tenues de produire la déclaration sur l'identité de leurs bénéficiaires effectifs en même temps que la déclaration de résultat.

En matière de prix de transfert, les entreprises liées et dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à 1 000 000 000 FCFA (1 524 000 €) sont tenues de souscrire, au plus tard le 31 mai, la déclaration annuelle des prix de transfert de l'exercice comptable clos au 31 Décembre de l'année précédente. Cette déclaration s'effectue sur un formulaire conforme au modèle de l'Administration Fiscale.

Par ailleurs, toute entreprise exploitée au Burkina Faso, dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à 1 000 000 000 FCFA (1 524 000 €), qui détient ou est détenue directement ou indirectement par une entreprise qui réalise au Burkina Faso un chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut est supérieur ou égal à 1 000 000 000 FCFA (1 524 000 €) a obligation de tenir à la disposition de l'administration fiscale une documentation permettant de justifier la politique de prix pratiquée dans le cadre de transactions de toutes natures réalisées avec ces entreprises.

En matière de procédures, les contribuables sont désormais tenus de conserver les doubles des factures, notes d'honoraires, bons de commande, bons de livraison et toute autre pièce des éléments contenus dans les déclarations souscrites pendant 10 ans.

In addition to this register, companies are also required to file, in support of their declaration of existence, a declaration of beneficial owners using a form provided by the tax authorities. Pre-existing companies and those created after January 1, 2022, will be required to file the declaration of beneficial owners at the same time as the corporate income tax return.

In terms of transfer pricing, related companies whose annual turnover excluding taxes or gross assets is greater than or equal to 1,000,000,000 FCFA (1,524,000 €) are required to submit, by May 31 at the latest, the annual transfer pricing declaration for the accounting period ended December 31 of the previous year. This declaration is made on a form in accordance with the model of the Tax Administration.

In addition, any company operating in Burkina Faso, whose annual turnover excluding tax or gross assets is greater than or equal to 1,000,000,000 FCFA (1,524,000€), which owns or is owned directly or indirectly by a company that realizes in Burkina Faso an annual turnover excluding tax or gross assets is greater than or equal to 1,000,000,000 FCFA (1,524,000€) is required to keep at the disposal of the tax authorities a documentation to justify the pricing policy practiced in the context of transactions of any kind carried out with these companies.

In terms of procedures, taxpayers are now required to keep duplicates of invoices, bills of fees, purchase orders, delivery notes and any other document of the elements contained in the declarations submitted for 10 years.

Mali



Mali



Key Contacts

**Grant Thornton Tax & Legal
Côte d'Ivoire**

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.granthornton.ci

L'année fiscale 2022 a débuté au Mali par l'entrée en vigueur de la Loi N°2021-071 du 23 Décembre 2021 portant loi de finances pour l'Année 2022.

Elaborée dans un contexte de crise politique, l'annexe fiscale à cette loi de finances ne comporte que 6 articles.

Au titre des mesures nouvelles,

- Une contribution forfaitaire annuelle à la charge des exploitant des engins à deux roues, utilisés pour le transport de personnes ou de marchandises est mise en place. Cette contribution est de 18 000 XOF (28 €) pour les engins ayant 2 ans d'âge au moins et de 15 000 XOF (22€) pour les engins ayant plus de 2 ans d'âge.
- La contribution à la charge des exploitants des engins à trois roues affectées au transport public de biens ou de personnes est réduite.
- Le matériel agricole, anciennement exonéré de TVA, est désormais soumis au taux réduit de 5%
- Les prestations d'hébergement et de restauration fournies par les hôtels, les restaurants et organismes assimilés agréés et les prestations réalisées par les organisateurs de circuits touristiques agréés sont désormais soumis au taux réduit de TVA de 5%.
- La création d'un guichet unique de dépôt des états financiers, en charge de collecter les états financiers annuels des entreprises exerçant leurs activités au Mali et de vérifier, avant leur transmission aux services des impôts concernés, que les étés financiers sont complets et certifiés par un expert-comptable

The 2022 fiscal year began in Mali with the entry into force of Law No. 2021-071 of December 23, 2021, on the Finance Law for the year 2022.

Drafted in a context of political crisis, the tax annex to this finance law contains only 6 articles.

Among the new measures,

- An annual flat-rate contribution to be paid by the operators of two-wheeled vehicles used for transporting people or goods has been introduced. This contribution is XOF 18,000 (€28) for machines that are at least 2 years old and XOF 15,000 (€22) for machines that are more than 2 years old.
- The contribution to be paid by the operators of three-wheeled machines used for the public transport of good or persons is reduced.
- Agricultural equipment, previously exempt from VAT, is now subject to a reduced rate of 5%.
- Accommodation and catering services provided by hotels, restaurants and similar organizations and services provided by organizers of approved tourist circuits are now subject to the reduced VAT rate of 5%.
- The creation of a one-stop service for the financial statements, in charge of collecting the annual financial statements of companies operating in Mali and verifying that the financial statements are complete and certified by a chartered accountant before they are sent to the relevant tax authorities.



Mauritania

Mauritania



Key Contacts

**Grant Thornton Tax & Legal
Côte d'Ivoire**

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.grantthornton.ci

L'année fiscale 2022 a débuté en Mauritanie par l'entrée en vigueur de la Loi N°2022-001 du 13 Janvier 2022 portant loi de finances pour l'Année 2022.

Aux termes des mesures nouvelles,

- Un régime fiscal simplifié pour la pêche commerciale a été institué. Ce régime s'adresse aux entreprises qui procèdent à l'exportation de produits congelés à terre ou à bord, de produits finis et de produits frais ou vivants à l'exclusion de la farine et huile de poissons, des consignations pour le régime étranger, le traitement et congélation, les petits produits pélagiques, le shipchandler et les contrats de licence libre. L'impôt est fixé à 1% de la valeur brute exportée pour les exportateurs artisanaux qui disposent des usines de traitement inscrites à l'actif immobilisé destinées uniquement aux traitements de leur propre production. Ce taux est fixé à 1,2% pour les artisanaux qui ne disposent pas d'usines de traitement.

L'autorité chargée de la commercialisation des produits de la pêche destinés à l'exportation précompte la retenue sur la base du net commercial des états de paiements du mois et la reverse au receveur des impôts au plus tard le 15 du mois suivant.

Pour les secteurs côtiers et hauturiers, l'impôt est calculé annuellement sur la capture totale du produit de l'année précédentes.

The 2022 fiscal year began in Mauritania with the entry into force of Law No. 2022-001 of January 13, 2022, on the finance law for the year 2022.

Among the new measures,

- A simplified tax regime for commercial fishing has been instituted. This regime is aimed at companies that export frozen products on land or on board, finished products and fresh or live products excluding fish meal and oil, consignments for the foreign regime, processing and freezing, small pelagic products, ship chandler and free license contracts. The tax is set at 1% of the gross exported value for artisanal exporters who have fixed assets intended only for the processing of their own production. This rate is set at 1.2% for artisans who do not have processing plants.

The authority in charge of the marketing of "fishery products intended for export" deducts the withholding tax based on the net commercial value and remits it to the tax administration the 15th of the following month at the latest.

For the inshore and offshore fishing companies, the tax is calculated annually on the production of the previous year.

Mauritania



Les exportateurs ont obligation de déterminer et d'acquitter spontanément, dans les 30 jours suivant la date d'expiration du dépôt de la déclaration de résultats, le montant de l'impôt dû sur la base de leurs journaux de pêche de bord pour l'année précédente.

- Plafonnement à 20% du montant de la taxe sur les salaires dus par le personnel travaillant sous contrat écrit avec une entreprise ou un établissement de presse national ou étranger établi en Mauritanie, les compagnies aériennes et les agences de navigation aérienne.
- Exonération de la TVA pour les matériels de transport des entreprises de transport public de personnes ou de marchandises, les ventes aux compagnies aériennes et aux entreprises de transport public de biens destinés à être incorporés dans les aéronefs ou leurs matériels de transport.
- Réduction à 16 % du taux de TVA pour les entreprises de téléphonie
- Introduction d'un impôt foncier annuel sur les terrains non bâtis. Cette taxe, dont le taux sera fixé par un règlement du ministère des finances, ne s'applique pas aux terrains utilisés à des fins commerciales, industrielles ou artisanales, aux terrains appartenant à l'État, aux États étrangers, aux collectivités locales, aux établissements publics administratifs, aux sociétés nationales et aux sociétés à participation publique majoritaire.

Exporters are obliged to determine and pay spontaneously, within 30 days following the expiry date of the filing of the income tax return, the amount of tax due based on their onboard fishing log for the previous year.

- Capping at 20% of the amount of tax on wages due by staff working under written contracts with a national or foreign press company or establishment established in Mauritania, airlines and air navigation agencies
- VAT exoneration for the transport equipment of public transport companies for passengers or goods, sales to airlines and public transport companies of goods intended to be incorporated into aircraft or their transport equipment
- Reduction of VAT rate for telephony company to 16%
- An annual property tax on undeveloped land is introduced. This tax, the rate of which will be fixed by regulation of Ministry of Finance, does not apply to land used for commercial, industrial, or artisanal purposes; to land owned by the State, foreign States, local authorities, public administrative establishments, national companies, and companies with majority public holdings.

Niger



Niger



Grant Thornton Tax & Legal Côte d'Ivoire

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.grantthornton.ci

Key Contacts

L'année fiscale 2022 a débuté au Niger par l'entrée en vigueur de la Loi N°2021-50 du 20 Décembre 2021 portant loi de finances pour l'Année 2022.

Ces mesures qui ont essentiellement pour objet l'élargissement de l'assiette et le renforcement du cadre normatif existant comprennent entre autres :

- En matière d'impôt sur les bénéfices, l'exclusion des gains latents liés au change et les pertes probables des produits et charges à prendre en compte dans la détermination du résultat.
- L'imposition au l'impôt sur les valeurs mobilières d'une partie des montant mis en réserves par les sociétés, dès lors que ceux-ci dépassent 20% du capital social de la société. Lorsque les réserves constituées excèdent la limite, l'excédent est soumis à l'impôt sur les valeurs mobilières à hauteur de 50 % du résultat net non distribué. Le taux de l'impôt est de 15%.
- L'abrogation du mécanisme de la TVA fictive qui consistait pour le contribuable à calculer fictivement la TVA sur les opérations réalisées auprès des personnes non assujetties
- L'exonération de la TVA sur les prestations de services au profit des entreprises pétrolières et de leurs sous-traitants, lorsque lesdites prestations se rapportent directement à l'exécution des opérations pétrolières.

The 2022 fiscal year began in Niger with the entry into force of Law N°2021-50 of 20 December 2021 on the 2022 Finance Law.

These measures, which are essentially aimed at broadening the tax base and strengthening the existing normative framework, include:

- In terms of income tax, unrealized gains related to foreign exchange are not included in the taxable profit. When there is a probable exchange loss, the taxpayer makes a provision, deductible from his taxable income.
- The taxation of a portion of the amounts set aside in reserves by the companies as soon as these exceed 20% of the company's share capital. When the reserves exceed the limit, the excess is subject to the Dividend Tax at a rate of 50% of the undistributed net income. The tax rate is 15%.
- The repeal of the fictitious VAT mechanism which consisted in the taxpayer calculating fictitiously the VAT on operations carried out with non-taxable persons
- The exemption of VAT on services provided to oil companies and their subcontractors when the said services are directly related to the execution of oil operations.

Niger



- En matière de Contrôle fiscal, tout document rejeté ou non présenté lors des opérations de contrôle, tel que constaté par un procès-verbal, est irrecevable en phase contentieuse. Par ailleurs, en cas de saisine hiérarchiques ou juridictionnelles, le taux des paiements préalables à effectuer ont été révisés.

Désormais, aucun paiement n'est à effectuer en cas de saisie du Directeur Général des Impôts ou du ministre des Finances.

- En cas de saisine du comité arbitral des recours fiscaux, le taux du paiement préalable est fixé à 15% des montant contestés. En cas de saisine du juge, le taux du paiement préalable est fixé à 25 % des montants contestés. Les montants ainsi versés sont intégralement remboursés lorsque la procédure contentieuse abouti à une décision en faveur du contribuable.

- Regarding tax audits, any document rejected or not presented during the audit operations, as recorded in an official report, is inadmissible in the litigation phase. In addition, in the event of hierarchical or jurisdictional referrals, the rate of advance payments to be made has been revised.

From now, no payment is required in the event of a referral to the Head of the Tax Administration or the Minister of Finance.

- In case of referral to the arbitration committee of tax appeals, the rate of advance payment is set at 15% of the disputed amounts. In case of referral to the judge, the rate of advance payment is set at 25% of the disputed amounts. The advanced amounts paid are fully refunded when the litigation procedure results in a decision in favor of the taxpayer.



Togo

Togo



Key Contacts

Grant Thornton Togo

Patrick Gnali KOUASSI
Managing Partner
patrick.kouassi@tg.gt.com

Biva OURO-DONI
Senior Manager
biva.ourodoni@tg.gt.com

2564, Av. de la Chance
Immeuble SAZOF, 2ème étage

T +228 22 25 87 74 / 77

www.grantthornton.tg

L'année fiscale 2022 a débuté au Togo par l'entrée en vigueur de la Loi N°2021-032 du 28 Décembre 2021 portant loi de finances pour l'Année 2022.

- En matière d'impôt sur le revenu d'emplois, la base de calcul des avantages en nature en ce qui concerne la mise à disposition d'un véhicule a été revue. La valeur retenue n'est plus de 10% du salaire brut taxable mais est désormais le tiers de l'annuité d'amortissement normal du véhicule
- En matière de prix de transfert, le champ d'application de l'obligation de tenir une documentation des prix de transfert est désormais précisé. Ont obligation de tenir une documentation complète rédigée en Français et permettant de justifier leur politique de prix de transfert :
 - o Les entreprises établies au Togo dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut figurant au bilan est supérieur à 20 000 000 000 FCFA (30 480 000€) .
 - o Les entreprises établies au Togo qui détiennent ou contrôlent ; qui sont détenues ou contrôlées, à la clôture de l'exercice, directement ou indirectement, plus de la moitié du capital ou des droits de vote d'une entreprise dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes ou l'actif brut figurant au bilan est supérieur à 20 000 000 000 FCFA (30 480 000€) .

The fiscal year 2022 started in Togo with the entry into force of the Law No. 2021-032 of December 28, 2021, on the finance law for the year 2022.

- In terms of wages tax, the basis of calculation of benefits in kind according to the provision of a vehicle has been reviewed. The value retained is no longer 10% of the gross taxable salary but is now one third of the normal depreciation year of the vehicle
- In the area of transfer pricing, the scope of the obligation to maintain transfer pricing documentation has been clarified. The following are required to maintain complete documentation in French to justify their transfer pricing policy
 - o Companies established in Togo whose annual turnover excluding taxes or gross assets on the balance sheet exceeds 20,000,000,000 FCFA (30,480,000€).

Togo



- Par ailleurs, toute entreprise réalisant des opérations avec des sociétés du même groupe doit fournir en même temps que sa déclaration de résultat une déclaration simplifiée résumant sa politique en matière de prix de transfert et indiquant la nature, le montant exact des transactions, la dénomination sociale et l'adresse du siège social des entreprises liées
- In addition, any company carrying out transactions with companies of the same group must provide, at the same time as its income tax return, a simplified declaration summarizing its transfer pricing policy and indicating the nature, the exact amount of the transactions, the company name, and the address of the registered office of the related companies



Democratic Republic of Congo

Democratic Republic of Congo



Key Contacts

**Grant Thornton Tax & Legal
Côte d'Ivoire**

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Abidjan-Plateau,
Rue du Commerce, immeuble
Nabil, 1^{er} étage
01 BP 12721 Abidjan 01
T +225 27 20 30 77 00
F +225 27 20 30 77 01

www.grantthornton.ci

L'année fiscale 2022 a débuté en RDC par l'entrée en vigueur de la Loi N°21/029 du 31 Décembre 2021 portant loi de finances pour l'Année 2022.

Parmi les nouvelles mesures, on note :

- Les livraisons de Fuel Oil Marché intérieur sont désormais exonérées de TVA.
- Un taux réduit de TVA de 8% est applicable à certains produits alimentaires (riz décortiqué, hareng, morue, anchois, tilapia, viande de bœuf, sel iodé, ...)
- En cas de non présentation de la déclaration de TVA dans les délais, l'amende est désormais de 1 500 000 francs congolais (712€) à laquelle s'ajoute la perte d'un quota de 10% du montant du crédit. En ce qui concerne les déclarations nulles, l'amende est de 500 000 francs congolais (238 €).
- Extension de l'impôt sur les revenus professionnels dû sur les prestations des fournisseurs étrangers aux activités professionnelles exploitées ou utilisées en RDC.
- La liste des frais professionnels déductibles de l'impôt sur les sociétés a été étendue aux dépenses ci-après :
- o les dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entreprise mais dont le montant ne peut être rattaché à des productions déterminées de biens et de services. Ces dépenses figurent à l'actif du bilan sous la dénomination " frais d'établissement ".

The 2022 fiscal year began in DRC with the entry into force of Law N°21/029 of 31 December 2021 on the 2022 Finance Law.

Among the new measures, we note:

- The deliveries of Fuel Oil Internal Market are now exempt from VAT
- A VAT reduced rate of 8% is applicable to certain food products (husked rice, herring, cod, anchovy, tilapia, beef, iodized salt, ...)
- Penalties for failure to submit a VAT return on time. The fine is 1,500,000 Congolese Francs (712€) to which is added the loss of a quota of 10% of the amount of credit. As regards the nil declarations, the fine is 500 000 Congolese Francs (238 €)
- Extension of the professional income tax due on foreign suppliers' services to professional activities exploited or used in DRC.
- The list of deductible professional expenses for Corporate Income Tax has been extended to:
 - o expenses incurred in connection with operations that condition the existence or development of the company but whose amount cannot be related to specific productions of goods and services. These expenses appear on the assets side of the balance sheet under the name " establishment fees ".

Democratic Republic of Congo



- Les frais de recherche appliquée et de développement à condition qu'ils se rapportent à des projets nettement individualisés.

Les frais d'établissement et les frais de recherche et de développement doivent être amortis selon la méthode linéaire sur une période de 3 ans.

- En matière d'impôt sur les sociétés, la liste des dépenses non déductibles est désormais étendue aux confiscations, aux pénalités de toute nature (y compris les amendes transactionnelles) ainsi qu'à 50% des frais de communication professionnelle et 60% des frais de représentation professionnelle.
- Les provisions constituées pour faire face à des pertes, à des charges ou à des dépréciations d'éléments de l'actif ne sont pas déductibles, à l'exception des provisions suivantes :
 - Les provisions pour reconstitution de gisements miniers.
 - Des provisions obligatoires pour créances constituées par les établissements de crédit et de microfinance conformément à la réglementation bancaire. Ces provisions doivent être confirmées par le commissaire aux comptes.
 - Les provisions obligatoires constituées, dans le cadre des engagements réglementés, par les entreprises d'assurance et de réassurance conformément à la réglementation des assurances. Ces provisions doivent être confirmées par le commissaire aux comptes.

- Applied research and development expenses provided that they relate to clearly individualized projects.

Establishment fees and research and development expenses must be amortized on a straight-line basis over a period of 3 years.

- Regarding Corporate Income Tax, the list of non-deductible expenses is now extended to confiscations, penalties of any kind (including transactional fines) as well as 50% of professional communication expenses and 60% of professional representation expenses.
- Provisions made for losses, expenses or impairment of assets are not deductible, except for :
 - Provisions for reconstitution of mining deposits
 - Mandatory provisions for receivables established by credit and microfinance institutions in accordance with banking regulations. These provisions must be confirmed by the auditor.
 - Compulsory provisions constituted, within the framework of regulated commitments, by insurance and reinsurance companies in accordance with insurance regulations. These provisions must be confirmed by the auditor.

Democratic Republic of Congo



- extension du champ d'application de l'impôt sur le revenu des actions aux revenus réputés distribués et autres réintégrations dans le bénéfice imposable. La base imposable est égale à la somme des réintégrations diminuée de l'impôt sur le revenu.

En matière de procédures fiscales, diverses mesures ont été adoptées pour clarifier et simplifier les procédures de contrôle :

- L'administration fiscale est désormais tenue d'informer le contribuable en cas de non-lieu suite à un contrôle, au moyen d'un avis de non-lieu.
- L'administration fiscale dispose désormais de 45 jours pour notifier au contribuable sa décision d'abandonner tout ou partie des redressements notifiés, lorsque les observations du contribuable ont été formulées dans le délai.
- Désormais, la règle d'interdiction du double contrôle fiscal sur les mêmes impôts et la même période ne concerne que les vérifications générales de comptabilité
- Désormais, la conclusion de marchés publics, l'obtention de certains documents administratifs et le bénéfice de certaines prestations sont subordonnés à la présentation d'un quitus fiscal délivré par l'Administration fiscale.
- En ce qui concerne la computation des délais, le législateur précise désormais que lorsqu'un délai est exprimé dans un acte de l'Administration fiscale, la date à partir de laquelle ce délai commence à courir est le premier jour ouvrable suivant l'accusé de réception. Si le dernier jour du délai est un jour non ouvrable, la date d'exécution de l'obligation ou d'exercice d'un droit est reportée au jour ouvrable suivant.

- extension of the scope of dividend tax to income deemed distributed and other reinstatements into the taxable profit. The tax basis is equal to the sum of reinstatements less income tax.

In terms of tax procedures, various measures have been adopted to clarify and simplify audit procedures:

- The tax authorities are now obliged to notify the taxpayer in the event of a dismissal following an audit, by means of a notice of dismissal
- The tax authorities now have 45 days to notify the taxpayer of its decision to abandon all or part of the notified adjustments, when the taxpayer's observations have been formulated within the deadline.
- Clarification relating to the rule prohibiting double checks tax audit only concerns accounting tax audits
- From now on, the conclusion of public contracts, the obtaining of certain administrative documents and the benefit of certain services are subordinated to the presentation of a tax clearance delivered by the Tax Authorities.
- As regards the calculation of deadline, the legislator now specifies that when a time limit is expressed in an act of the Tax Administration, the date from which this time limit starts to run is the first working day following the acknowledgement of receipt. If the last day of the time limit is a non-business day, the date of performance of the obligation or exercise of a right is postponed to the next business day.

Democratic Republic of Congo



- Les seuils permettant d'ordonner un dégrèvement dans le cadre d'une réclamation fiscale sont désormais fixés comme suit :

Destinataire	Ancien seuil de référence	Nouveau seuil de référence
DG des Impôts	Tout montant supérieur à 500.000.000 de francs congolais (237 000€)	Tout montant supérieur à 10.000.000.000 de francs congolais (4 740 000 €)
Directeur des Grandes Entreprises		Tout montant inférieur à 10.000.000.000 de francs congolais (4 740 000 €)
Directeur Urbain ou Provincial des Impôts	Tout montant compris entre 50 000 000 (23 700 €) et 500 000 000 (237 000 €) francs congolais.	Tout montant compris entre 100 000 000 de francs congolais (47 400 €) et 10 000 000 000 de francs congolais (4 740 000 €) lorsque le contribuable relève de la juridiction du centre des impôts.
Chef de centre des Impôts	Tout montant inférieur à 50 000 000 (23 700€) Francs congolais	Tout montant inférieur à 100 000 000 Francs congolais (47 400€)

- The thresholds for ordering tax relief in the context of a tax claim are now set as follows :

Recipient of the appeal	Old referral threshold	New referral threshold
Head of the Tax Administration	Any amount exceeding 500,000,000 Congolese francs (237,000€)	Any amount exceeding 10,000,000,000 Congolese francs (€4,740,000)
Co-Head of Corporate companies		Any amount less than 10,000,000,000 Congolese francs (€4,740,000)
Head of Provincial or Urban companies	Any amount between 50,000,000 (€23,700) and 500,000,000 (€237,000) Congolese francs	Any amount between 100,000,000 Congolese francs (€47,400) and 10,000,000,000 Congolese francs (€4,740,000) when the taxpayer is under the jurisdiction of the tax center.
Head of the tax center	Any amount under 50 000 000 (23 700€) Congolese francs	Any amount less than 100 000 000 Congolese Francs (47 400€)

An aerial photograph of a modern cable-stayed bridge spanning a wide river. The bridge features two tall, white, A-frame pylons with numerous stay cables. The surrounding area includes a cityscape with various buildings, green spaces, and agricultural fields. A semi-transparent purple rectangle is overlaid on the left side of the image, containing the word 'Congo' in white text.

Congo



Key Contacts

L'année fiscale 2022 a débuté au Tchad par l'entrée en vigueur de la loi N°51-2021 du 31 Décembre 2021 portant Loi de Finances pour l'exercice 2022.

Au titre des mesures nouvelles,

- Les délais et l'autorité compétente en matière de revenus des personnes physiques ont été revus . Désormais, les déclarations de revenus des personnes physiques relevant de la catégorie des bénéficiaires industriels et/ou de la catégorie des bénéficiaires non commerciaux ainsi que les personnes physiques bénéficiaires uniquement des revenus fonciers, des traitements, salaires, indemnités, émoluments, pensions et rentes viagères, des revenus de capitaux mobiliers ainsi que des plus-values de cessions doivent effectués
- L'obligation de justifier d'une obligation temporaire d'exercer a été renforcée en ce qui concerne les sociétés étrangères sous-traitante, pour bénéficier du régime fiscal dérogatoire
- Désormais , ne sont plus éligible à la charte des investissements :
- ✓ Toute société exerçant au Congo une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole, de prestations de services dont l'activité exclusive est de fournir des biens, des services ou d'exécuter des travaux directement liés par nature aux activités des sociétés pétrolières installant ou opérant au Congo;

The 2022 fiscal year began in Congo with the entry into force of Law No. 51- 2021 of December 31, 2021 on the Finance Act for the 2022 fiscal year.

Under the new measures,

- The deadlines and the competent authority for personal income have been revised. Henceforth, the income tax returns of natural persons in the category of commercial profits and/or the category of non-commercial profits as well as natural persons benefiting only from property income, salaries, allowances, emoluments, pensions and life annuities, income from movable capital as well as capital gains from transfers must be filed in accordance with the following conditions
- The obligation to justify of a temporary obligation to operate has been reinforced as regards foreign subcontracting companies, to benefit from the derogatory tax regime.
- From now on, the following are no longer eligible for the investment charter
- ✓ Any company operating in the Congo with an industrial, commercial, craft, agricultural or service activity whose exclusive activity is to provide goods, services or perform work directly related by nature to the activities of oil companies setting up or operating in the Congo;

Congo



- ✓ Toute société ayant une activité non exclusive mais au moins 70 % de leur chiffre d'affaires est réalisée avec les sociétés pétrolières installées ou opérant au Congo dans l'une ou plusieurs de leurs activités.
 - Le gaz butane conditionné au Congo est désormais exonéré de TVA.
 - La TVA acquitté pour le compte des fournisseurs étrangers, dès lors que les prestations y relatives n'ont pas subi au Congo une imposition sur le revenu n'ouvrent pas droit à déduction, sous réserve de l'application des conventions internationales de non double imposition.
 - L'assiette relative à la taxe spéciale sur les jeux de hasard et d'argent a été élargie aux activités des paris sportifs. Cette taxe, dont le taux est fixé à 10% , doit être reversée entre le 10 et le 20 du mois suivant celui au cours duquel les sommes engagées par la parieurs ou joueurs ont été encaissées.
- ✓ Any company with a non-exclusive activity but at least 70% of their turnover is made with oil companies established or operating in Congo in one or more of their activities.
 - Butane gas packaged in Congo is now exempt from VAT.
 - VAT paid on behalf of foreign suppliers, as long as the related services have not been subject to income tax in the Congo, shall not be deductible, except in the application of international double taxation agreements.
 - The tax base for the special tax on gambling and money games has been extended to include sports betting activities. This tax, whose rate is set at 10%, must be paid between the 10th and 20th of the month following the month in which the sums committed by the bettors or players were cashed in.

Tchad



Tchad



Grant Thornton Tax & Legal Cameroun

Jacques BAKELAK
Managing Partner
jacques.bakelak@cm.gt.com

Jean-Patrick BAHOUMBEKIN
Assistant Manager –
International Tax
[jean-
patrick.bahoumbekin@cm.gt.com](mailto:jean-patrick.bahoumbekin@cm.gt.com)
43 Rue Lottin Same,
Boulevard de la Liberté
T +237 655 24 27 83

www.grantthornton.cm

Key Contacts

L'année fiscale 2022 a débuté au Tchad par l'entrée en vigueur de la loi N°0010/PCMT/2021 du 31 Décembre 2021 portant Loi de Finances pour l'exercice 2022.

Au titre des mesures transitoires,

- Les contribuables, qui procèdent spontanément à la régularisation de leur situation antérieure au regard des impôts, droits et taxes régis par le Code Général des Impôts, sont dispensés des pénalités, amendes et intérêts de retard y afférent, ainsi que des rappels d'impôts sur la période non prescrite.

Au titre des mesures nouvelles,

- Les intérêts des obligations ou intérêts des titres d'emprunts émis par l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics sont à exclure du revenu global soumis à l'impôt sur le revenu des personnes physiques ;
- En ce qui concerne le minimum fiscal en matière d'impôt sur le revenu et d'impôt sur les sociétés, les taux planchers ont été supprimés. Désormais, le minimum fiscal est fixé à 1,5% du chiffre d'affaires réalisé au cours du mois précédent, sans tarif plancher.
- En matière de taxe sur la valeur ajoutée, les intérêts rémunérant les obligations souscrites par les non professionnels du secteur financier bénéficient désormais d'exonération

The 2022 fiscal year began in Chad with the entry into force of Law No. 0010/PCMT/2021 of December 31, 2021 on the Finance Act for the 2022 fiscal year.

Under the transitional measures,

- Taxpayers who spontaneously regularize their previous situation regarding taxes, duties and fees governed by the Tax Code are exempt from penalties, fines and interest for late payment, as well as tax reminders for the period not prescribed.

Under the new measures,

- Interest on bonds or debt securities issued by the State, local authorities and public establishments are to be excluded from the overall income subject to personal income tax;
- The minimum tax rates for income tax and corporate tax have been abolished. From now on, the minimum tax rate is set at 1.5% of the turnover of the previous month, with no minimum rate.
- In terms of value added tax, interest on bonds subscribed by non-professionals in the financial sector is now exempt.

Tchad



- En matière de patente, les entreprises relevant du régime réel d'imposition bénéficient d'une exonération pendant la première année de leur création ou immatriculation. La société bénéficiaire ne doit pas changer de nom ou raison sociale, ni cesser ses activités au bout de la deuxième année
- Les contribuables relevant de la Direction des Grandes Entreprises sont désormais autorisés à souscrire les déclarations en version dématérialisée. Le dépôt ou la production tardive des déclarations en version dématérialisée entraîne l'application d'un taux de 5% sur chaque impôt, droit et taxe, sans préjudice des autres sanctions applicables
- Les états financiers des entreprises relevant de la Direction des Grandes entreprises doivent également être produites sur un support électronique.
- En ce qui concerne l'impôt général libératoire, les tarifs par zone d'imposition et par catégorie d'activités ont été réaménagés
- Depuis le 1^{er} Janvier 2022, l'exportation de l'or d'origine tchadienne en vue de sa transformation et la revente de produits transformés sur le territoire national est taxée sur la base de la plus-value pour le calcul des droits et taxes à l'importation. Le taux de droits de sortie à l'exportation définitive est de 0,5% par rapport à la valeur de référence. Il s'applique en plus de la redevance statistique.
- Désormais, les opérations de transfert d'argent (à l'exception des virements bancaires et des transferts pour le règlement des impôts, droit et taxes) réalisées par tout moyen ou support technique laissant trace, notamment par voie électronique, télégraphique, mobile ou télécopie ; les retraits en numéraires consécutifs à un transfert d'argent effectué auprès des établissements financiers ou des entreprises de téléphonie sont passibles de la taxe sur les transferts d'argent au taux de 0,2%. Ce taux est porté à 5% lorsque le retrait d'argent se fait sur du crédit de communication stocké.
- In terms of tax on income, companies under the real tax regime benefit from an exemption during the first year of their creation or registration. The beneficiary company must not change its name or company name, nor cease its activities after the second year
- Taxpayers reporting to the Large Enterprise department are now authorized to file their tax returns electronically. The late filing or submission of declarations in dematerialized form will result in the application of a 5% rate on each tax, duty and fee, without prejudice to other applicable penalties
- The financial statements of companies under the jurisdiction of the Large Enterprises Department must also be filed electronically.
- With respect to the general tax in full discharge, the rates by tax zone and by category of activity have been adjusted
- Since January 1, 2022, the export of gold of Chadian origin for processing and the resale of processed products on the national territory is taxed based on the capital gain for the calculation of import duties and taxes. The rate of exit duty on final export is 0.5% of the reference value. It applies in addition to the statistical fee.
- Henceforth, money transfer operations (except bank transfers and transfers for the payment of taxes, duties and fees) carried out by any means or technical medium that leaves a trace, by electronic, telegraphic, mobile or fax means; cash withdrawals following a money transfer made to financial institutions or telephone companies are liable to the tax on money transfers at the rate of 0.2%. This rate is increased to 5% when the money withdrawal is made on stored communication credit.

Tchad



En matière de contrôle fiscal, un contrôle ponctuel ne peut donner lieu à réintégration des charges, ni au redressement de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers fondé sur la présomption de distribution.

Depuis le 1^{er} Janvier 2022, les redressements fiscaux relèvent de la compétence exclusive de la Direction Générale de Services des Impôts et de la Direction Générale de Services des Domaines

Les mesures liées aux incitations à l'investissement ont été réaménagées.

Les entreprises qui réalisent des investissements au Tchad d'un montant d'au moins 250 000 000 FCFA (381 000 €) peuvent bénéficier des réductions d'impôt dont elles sont redevables réels.

Les investissements doivent avoir pour objet la création ou l'extension dans l'un des secteurs d'activités suivants : Industrie , Tourisme, Recherche et exploitation minière, Elevage , Agriculture, Pêche, Hôtellerie, Education, Energie, Eau , Technologies de l'information et de la communication, Sport , Transport.

Les investissements doivent revêtir une des formes complémentaires ci-après :

- Achat des produits ou matières premières locales disponibles
- Utilisation d'au moins 50% de la main d'œuvre locale
- Acquisition des terrains à usage professionnel
- Acquisition des biens mobiliers neufs à usage professionnel
- Acquisition des matériels neufs

Regarding tax audits, a one-off audit cannot give rise to the reinstatement of expenses, nor to the adjustment of the tax on income from movable assets based on the presumption of distribution.

Since January 1, 2022, tax adjustments fall under the exclusive jurisdiction of the General Directorate of Tax Services and the General Directorate of Property Services

The measures related to investment incentives have been reorganized.

Companies that make investments in Chad of at least CFAF 250,000,000 (€381,000) can benefit from the tax reductions for which they are liable.

The investments must be for the purpose of creating or expanding one of the following sectors of activity: Industry, Tourism, Research and mining, Livestock, Agriculture, Fishing, Hotels, Education, Energy, Water, Information technology and communication, Sport, Transport.

Investments must take one of the following complementary forms :

- Purchase of available local products or raw materials
- Use of at least 50% of local labor
- Acquisition of land for professional use
- Acquisition of new movable goods for professional use
- Acquisition of new equipment

Tchad



Pour bénéficier des mesures incitatives, les contribuables devront adresser sous pli recommandé au Directeur Général des Impôts, un programme détaillé faisant ressortir la nature, l'importance, le coût et la destination des investissements projetés.

Le délai d'agrément est fixé à deux mois à compter du jour de la réception du programme par l'Administration Fiscale. Les contribuables disposent, sauf dérogation, d'un délai de 24 mois pour réaliser leurs investissements.

Les avantages accordés se présentent comme suit :

Type d'entreprise	Phase d'investissement	Avantages accordés
Entreprises qui réalisent des Investissements au Tchad d'un montant d'au moins 250 000 000 FCFA (381 000€)	Installation (phase ne pouvant être supérieure à 24 mois)	Réduction de : <ul style="list-style-type: none"> - 50% du montant de la patente - 50 % de l'impôt minimum forfaitaire - 50% du montant des droits d'enregistrement - 50% du montant de la taxe forfaitaire - 50% du montant de la taxe d'apprentissage - 50% du montant de la taxe sur la valeur des locaux professionnels - 100% sur la TVA au titre de l'acquisition de l'outil de production dont le coût d'acquisition HT par unité est égal ou supérieur à 50 000 000 FCFA

In order to benefit from the incentives, taxpayers must send a detailed program to the Head of the Tax administration , indicating the nature, importance, cost and destination of the planned investments.

The approval period is set at two months from the day of receipt of the program by the Tax Administration. The taxpayers have, except for derogation, a period of 24 months to carry out their investments.

The benefits granted are as follows :

Type of company	Investment phase	Benefits granted
Companies making investments in Chad of at least CFAF 250,000,000 (€381,000)	Installation (phase not exceeding 24 months)	Reduction of : <ul style="list-style-type: none"> 50% of the business license amount 50% of the minimum tax 50% of the amount of the registration fee 50% of the amount of the flat tax 50% of the amount of the apprenticeship tax 50% of the amount of the tax on the value of business premises 100% of the VAT on the acquisition of production equipment whose acquisition cost per unit is equal to or greater than CFAF 50,000,000

Tchad



Les avantages accordés se présentent comme suit :

Type d'entreprise	Phase d'investissement	Avantages accordés
Entreprises qui réalisent des Investissements au Tchad d'un montant d'au moins 250 000 000 FCFA (381 000€)	Exploitation (phase ne pouvant excéder 3 ans)	Réduction de : <ul style="list-style-type: none"> - 50% du montant de la patente ; - Abattement de 50% de la base de l'impôt sur les sociétés sur les investissements éligibles ; - Abattement de 50% de la base de l'impôt minimum forfaitaire - 100% des droits d'accise spécifique sur la production locale
Entreprises du régime du réel dont le siège est basé à Ndjama et qui réalise des investissements supérieurs à 100 000 000 FCFA (152 000 €) dans les provinces intérieures		Les avantages accordés, dans les limites des investissements, se présentent comme suit : Réduction de : 50% de la base taxable pour le calcul de l'impôt minimum forfaitaire ; 50% sur les retenues locatives pour les loyers abritant ces investissements ; 50% des droits d'enregistrement sur les contrats de location pour ces investissements 25% de la redevance d'utilisation des fréquences radioélectroniques Relèvement du plafond de déductibilité des dons et libéralités dans les zones concernées à 2%. Les avantages sont cumulatifs avec les exemptions sociales dans le cadre des recrutements des jeunes.

The benefits granted are as follows:

Type company	Investment phase	Benefits granted
Companies making investments in Chad of at least CFAC (€381,000)	Operation (phase not exceeding 3 years)	Reduction of : <ul style="list-style-type: none"> - 50% of the amount of the business license tax ; - Abatement of 50% of the corporate tax base on eligible investments; - 50% reduction in the base of the minimum flat tax - 100% of specific excise duties on local production
Companies of the normal regime whose head office is based in Ndjama and which realizes investments higher than 100 000 000 FCFA (152 000 €) in the interior provinces		The advantages granted, within the limits of investments, are as follows: Reduction of : 50% of the taxable base for the calculation of the minimum flat tax; 50% on the rental deductions for the rents housing these investments; 50% of the registration fees on the rental contracts for these investments 25% of the fee for the use of radio frequencies Increase of the ceiling of deductibility of donations and gifts in the concerned areas to 2%. The advantages are cumulative with the social exemptions within the framework of the recruitment of young people.

About Grant Thornton

Nous sommes un réseau de cabinets d'audit, de fiscalité et de conseil, comptant 56 000 employés dans 143 pays. Notre mission est d'aider les organisations dynamiques à libérer leur potentiel de croissance.

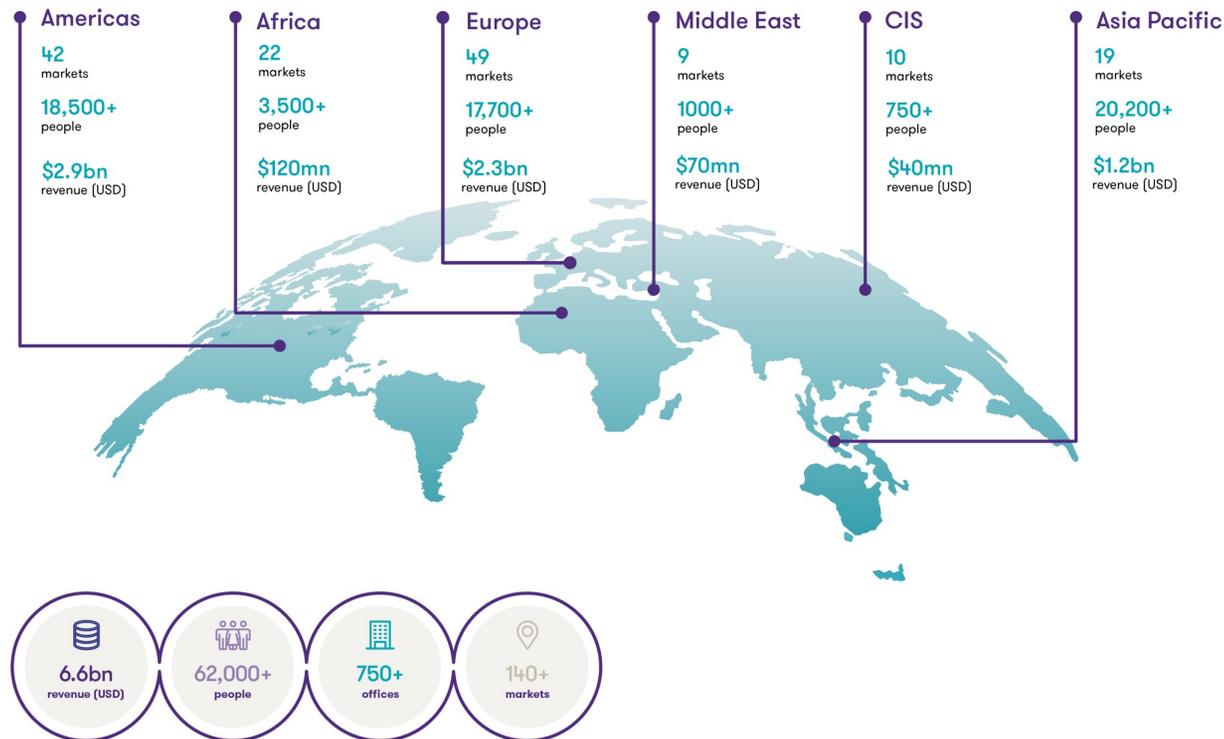
En effet, depuis plus de 100 ans, nous aidons les organisations dynamiques à concrétiser leurs ambitions stratégiques.

Que vous cherchiez à financer la croissance, à gérer les risques et la réglementation, à optimiser vos opérations ou à apporter une plus-value aux actionnaires, nous avons la solution à votre besoin.

We are a network of audit, tax and advisory firms with 56,000 employees in 143 countries. Our mission is to help dynamic organizations unlock their growth potential.

For more than 100 years, we have been helping dynamic organizations realize their strategic ambitions.

Whether you're looking to finance growth, manage risk and regulation, optimize your operations or deliver shareholder value, we have the solution you need.



La pratique juridique et fiscale de Grant Thornton est centralisée au travers de l' «Africa Desk » pour permettre une **coordination de vos besoins multi-pays**; un point de contact unique et une réponse uniforme et précise aux besoins que vous exprimerez.

En Afrique de l'Ouest, le Desk West and Central Africa est basé à **Abidjan**.

Il assure la coordination de la pratique juridique et fiscale pour les pays francophones de la zone , au regard de la complexité et de la divergence des réglementations juridiques et fiscales.

Grant Thornton's legal and tax practice is centralised through the "Africa Desk" to **allow coordination of your multi-country needs**; a single point of contact and a uniform and precise response to your needs.

In West Africa, the West and Central Africa Desk is based in **Abidjan**.

It coordinates the legal and tax practice for the French-speaking countries in the area, given the complexity and divergence of legal and tax regulations..



\$120 mil

Rotation en 2021



+3.500

Contributors from 5+ countries in Africa



22

Countries



43

Offices



Key Contacts : Grant Thornton Africa Desk

English Speaking Countries :

Nkwachi Abuka
Nkwachi.abuka@ng.gt.com

Khanyisa Cingo-Ngandu
Khanyisa.Cingo@sng.gt.com

**For West and Central Africa
French Speaking Countries :**

Jean-Louis DATTIE
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
charles.koffi@ci.gt.com

French-Speaking Countries

REGIONAL CONTACTS

For West and Central Africa French Speaking countries :

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

Local Firms

For Côte d'Ivoire, Benin, Mali, Niger, Mauritania, Burkina Faso, RDC and Cabo Verde

Jean-Louis DATTIE
Senior Partner
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
Lead Tax Associate
charles.koffi@ci.gt.com

For Senegal

Mansour GAYE
Managing Partner
mansour.gaye@sn.gt.com

Talla Ndiaye
Manager
talla.ndiaye@sn.gt.com

For Togo

Patrick Gnali KOUASSI
Managing Partner
patrick.kouassi@tg.gt.com

Biva OURO-DONI
Senior Manager
biva.ourodoni@tg.gt.com

For Cameroun , Congo and Tchad

Jacques BAKELAK
Managing Partner
jacques.bakelak@cm.gt.com

Jean-Patrick BAHOUMBEKIN
Assistant Manager –
International Tax
jean-patrick.bahoumbekin@cm.gt.com

Scientific Committee

Jean – Louis DATTIE
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Jacques BAKELAK
jacques.bakelak@cm.gt.com

Editors

Jean – Louis DATTIE
jean-louis.dattie@ci.gt.com

Charles-Alexandre KOFFI
charles.koffi@ci.gt.com

For more informations about this publication : contact@ci.gt.com This publication was produced in collaboration with our network of correspondent firms.

© 2022 Grant Thornton International Ltd. All rights reserved.

'Grant Thornton' refers to the brand under which the Grant Thornton member firms provide assurance, tax and advisory services to their clients and/or refers to one or more member firms, as the context requires. Grant Thornton International Ltd (GTIL) and the member firms are not a worldwide partnership. GTIL and each member firm is a separate legal entity. Services are delivered by the member firms. GTIL does not provide services to clients. GTIL and its member firms are not agents of, and do not obligate, one another and are not liable for one another's acts or omissions.

This information note is of a general nature and no decision should be taken without further advice. The member firms of the Grant Thornton network assume no legal responsibility for the consequences of any decision or action taken as a result of the above information. Before taking any decision or action, you are encouraged to seek advice from professional counsel who will assist you with respect to the factual situation relating to your circumstances. We would be pleased to discuss with you the specific application of the changes to your own situation.